

Les Trois grands conflits mondiaux

Au début du xx^e siècle le partage du monde entre grandes puissances impérialistes s'achève. L'Allemagne, dont l'expansion coloniale a été tardive demeure mal lotie. Trois conflits essentiels nourrissent entre ces groupements mondiaux financiers, industriels et commerciaux qui s'appellent les grandes puissances.

1. Le conflit anglo-allemand pour la maîtrise des mers sur le point d'être ravie à l'Angleterre par l'Allemagne. Si l'on exprime par le chiffre 100 le nombre et le tonnage des vaisseaux britanniques existant en 1870, on devra exprimer en 1908, leur nombre par 365 et leur tonnage par 910. En trente-huit ans, la marine anglaise a triplé le nombre de ses unités et décuplé son tonnage. La même comparaison donne pour la marine allemande les résultats suivants : nombre de vaisseaux en 1870 : 100 ; — en 1908 : 1.328. Tonnage en 1870 : 100 ; — en 1908 : 2.808. L'Allemagne a dans le même laps de temps multiplié 13 fois le nombre de ses unités et 28 fois son tonnage (2). La Grande-Bretagne dont les « routes d'émeraude » sont les artères vitales, la plus grande partie de sa puissance étant dispersée par delà les océans, est en passe de perdre la maîtrise des transports maritimes. Veut-on un commentaire diplomatique à ce fait ? Nous l'avons, saisissant. En septembre 1912, M. Sazonov, ministre des Affaires Etrangères du tsar, se rend en Angleterre. Il rencontre au château de Balmoral, lord Grey qui dirige le *Foreign Office*, M. Bonar Law, le roi Georges V. Les conversations roulent sur la prochaine guerre. Le roi surtout est précis dans ses prévisions. M. Sazonov écrit : « Avec une émotion visible, sa Majesté rappela combien l'Allemagne s'efforçait d'égalier la Grande-Bretagne sur les mers et s'écria qu'un conflit devrait être aussi fatal au commerce allemand qu'à la flotte de guerre de l'Allemagne, car les Anglais couleraient tous les vaisseaux allemands qui leur tomberaient entre les mains. » (« We, shall sink every single German merchant ship we shall get hold of »). On se trompe quand on attribue à l'amiral von Tirpitz l'invention de la guerre sous-marine à outrance ; l'honneur en revient au roi Georges V. — Le conflit anglo-allemand du chemin de fer de Bagdad — route des Indes — ne faisait qu'ajouter un trait noir au tableau.

2. Le conflit franco-allemand de la sidérurgie. La métallurgie française produit 2,7 millions de tonnes de fonte en 1900 et 4 millions de tonnes en 1910. Il lui faut le minerai lorrain, la houille de la Sarre, le coke de la Ruhr ! Les banques françaises possèdent 55 % du fer russe. Deux concernés métallurgiques s'affrontent : celui de Berlin et celui de Paris.

Le concern allemand convoite Briey, la Belgique, les colonies françaises. — L'impérialisme franco-russe est

(février 1925) ; *Comment l'Impérialisme russe se préparait à la guerre (Le Bolchévick, Moscou, fin 1924)*. Voir aussi dans la *Correspondance Internationale* (N° 79, 3 décembre 1924, et l'*Ecole Emancipée* du 14 décembre 1924, Victor SERGE : *Une Histoire marxiste sur les origines de la guerre*.

(2) En chiffres absolus, la marine anglaise gardait une forte avance sur sa rivale. Il s'agit ici de la *tendance* d'un développement.

facile à définir par des chiffres. Vers 1900 les capitaux investis dans l'industrie russe se chiffraient en millions de roubles par

| | | |
|--|-------|-------------|
| capitaux russes | 447,2 | soit 21 % |
| — étrangers | 762,4 | — 35,9 % |
| capitaux obtenus par des placements à l'étranger de valeurs russes | 915,6 | soit 43,1 % |

Les deux dernières rubriques devant évidemment être additionnées, on observe que l'industrie russe était dans une mesure de 79 % tributaire de l'étranger. Les apports de capital étranger s'effectuaient par l'entremise des établissements financiers. Les capitaux de ceux-ci passent de 222 millions de roubles or en 1909 à 836 en 1914. Aux capitaux français s'ajoutaient les prêts français : 9.349.000.000 de francs or. A ce sujet la correspondance échangée entre MM. Kokovtsev (3) Sazonov, Nératov, en 1913, sur les emprunts russes est extrêmement édifiante. « Elle s'ouvre par une lettre de Kokovtsev à Sazonov concernant la proposition de M. de Verneuil, syndic des agents de change de la Bourse de Paris, de garantir à la Russie l'émission de 4 à 500 millions de francs de titres par an, à deux conditions : a) La Russie commencera sans délai la construction des lignes de chemin de fer dont les conférences des Etats-Majors russes et français ont reconnu la nécessité stratégique ; b) Les effectifs de paix de l'armée russe seront fortement accrus (Pokrovsky). C'est net. Les *Mémoires* de l'ancien ministre de la guerre du tsar, Soukhomlinov, publiés à Berlin l'année passée, ne sont pas moins nets. Soukhomlinov narre sa collaboration avec Joffre et l'Etat-Major français, avant la guerre. « L'écrasement de l'Allemagne, dit-il, était la fin assignée à toute l'activité de nos armées » (russe et française) Joffre, connaissant le plan Schieffen : infliger à la France une défaite décisive avant que la Russie ne fut tout à fait prête, pressait la construction de nouvelles voies ferrées nécessaires à la concentration rapide des armées russes en Pologne.

3. Le vieux conflit russo-turc des détroits. En 1910, l'exportation des blés russes atteint son point culminant avec une valeur de 847,1 millions de roubles (environ 1.900 millions francs or). Cette année-là le commerce extérieur de la Russie se solde par un actif de 431 millions de roubles (plus de 1 milliard de francs or). En 1913, l'exportation des blés russes est tombée à 647,8 millions de roubles et l'actif du commerce extérieur à 200 millions. Parce que les guerres balkaniques commencées en 1912, entraînent la fermeture des détroits par les Turcs, à une époque où 84 % des blés russes s'exportaient par les ports de la Mer Noire. On comprend dès lors le langage tenu par Nicolas II en avril 1914, à M. Buchanan, ambassadeur d'Angleterre : « Si la Turquie fermait à nouveau les détroits, la Russie emploierait la force pour les

(3) M. KOKOVITSEV, ancien président du Conseil de l'Empire russe a témoigné au procès intenté à l'Humanité par le *Matin* et reconnu l'authenticité de la correspondance de M. Raffalovitch sur « l'abominable vénalité de la presse française » comme s'exprimait ce haut fonctionnaire de l'ancien régime russe.

ouvrir. » Dans une note secrète rédigée à l'automne de 1914 pour le ministère russe des Affaires Etrangères, par M. N.A. Bazily la nécessité de la conquête des détroits est justifiée à la fois par les besoins de l'expansion russe, le développement de la Russie méridionale (encore la métallurgie franco-russe !), et l'exportation commerciale des pays riverains de la Mer Noire. — La Russie aspirait depuis longtemps à la conquête des détroits. Pour ne pas remonter trop haut dans son histoire, rappelons qu'un traité russo-allemand signé en 1887, sous Alexandre III, prévoit en toutes lettres, dans son article II, la neutralité bienveillante de l'Allemagne au cas où « Sa Majesté l'Empereur de Russie se verrait obligé d'assumer la défense des portes de la Mer Noire » (4). Les mémoires du comte Witte mentionnent un projet d'occupation du Bosphore datant de 1895-96. D'autres furent formulés en 1908 et 1913. Le traité secret serbo-bulgare de février 1912 est en fait un traité de partage de la Turquie. Or un télégramme de l'ambassadeur de Russie à Sofia nous apprend que les frontières établies dans ce traité entre les deux Etats contractants ont été dessinées par l'attaché militaire russe à Sofia, Romanovski (5).

La Poudrière va sauter...

A quel point la situation était mûre en 1914, plusieurs documents l'indiquent. D'abord la conférence navale (secrète) anglo-russe du 13 mai où l'on étudia entre autres un projet russe de descente en Poméranie (les britanniques devaient fournir les moyens de transports) « avant le début des hostilités » (6). Puis une dépêche de l'ambassadeur de France à Pétersbourg, Paléologue à M. Delcassé — mai 1914 — relatant une conversation avec « un membre influent du Conseil d'Etat russe » sur... le démembrement de l'Autriche Hongrie à la mort de François-Joseph I^{er} événement qui ne pouvait se présenter comme très reculé, le chef de la maison des Habsbourg ayant atteint sa 84^e année. L'Homme d'Etat russe démontrait à son interlocuteur la nécessité où se trouverait la Russie d'annexer la Galicie « indispensable à la sécurité de notre frontière occidentale et profondément russe ». M. Paléologue se montrait pleinement de cet avis.

(4) Publié par les *Archives Rouges* de Moscou, t. 1.

(5) M. Poincaré a affirmé n'avoir eu connaissance de ce traité qu'il qualifia d'« instrument de guerre » qu'en septembre 1912. Pokrovsky réfutant cette assertion cite un télégramme de l'Ambassadeur de Russie à Belgrade Hartwig, daté de novembre 1911 où il est dit, d'après les propos des ministres serbes qui venaient d'accompagner le roi Pierre à Paris : « La France, entièrement d'accord avec la Russie, est prête à collaborer à la réalisation des fins nationales de la Serbie. On s'est montré sceptique, à Paris, vis-à-vis de la Fédération balkanique, mais on y voit avec une profonde sympathie l'alliance serbe-bulgare, qui constitue un obstacle sérieux à la pression austro-allemande ». — De Selves était alors au quai d'Orsay. Pokrovsky se demande si M. Poincaré pouvait ignorer un fait connu de Selves, de Delcassé, de Barrère et d'autres personnalités françaises ?

(6) Document russe reproduit en entier par M. N. POKROVSKY dans *Prolétarskya Revolioutsia* N° 7 (30).

Il semble que la préparation russe arrivait à son terme. Nous sommes confirmés dans cette impression par les déclarations si précises de l'amiral Koltchak à la Commission d'Enquête d'Irkoutsk publiées *in extenso* par les *Archives de la Révolution russe* de Berlin (7) en 1923. La Commission d'Enquête, constituée d'éléments libéraux traita le « gouvernement suprême d'Omsk » avec des égards infinis. La séance du 21 janvier 1920 est en majeure partie consacrée au récit que fait Koltchak de la préparation navale de la Russie à la guerre :

« Dès 1907, dit l'amiral, nous étions convaincus de l'inévitabilité de la guerre européenne... nous en fixions le début à 1915. Nous savions que l'initiative appartiendrait à l'Allemagne qui commencerait la guerre en 1915... Après de longues études... les Etats-Majors de terre et de mer décidèrent que nous devions nous ranger du côté des adversaires de l'Allemagne... la guerre devant à la fin résoudre la question slave... »

« Je veux seulement souligner que la guerre fut tout à fait prévue... et que même en fixant la date de la déflagration, nous ne nous sommes trompés que de six mois... Les Allemands reconnaissent d'ailleurs qu'ils ont commencé trop tôt. »

« Nous nous fixâmes un adversaire, l'Allemagne, et une date, 1915. » (8).

L'Europe de 1914 était une vaste poudrière. Une étincelle devait suffire pour qu'elle sautât. Ce fut Sarajevo. D'où partit l'étincelle ?

« L'Unité ou la Mort » — Dmitriévitch « Apis »

La Serbie de 1914 a près de 5 millions d'habitants. Environ autant de Slaves (Serbes, Croates, Slovènes, Dalmates) proches parents des Serbes appartiennent à la monarchie austro-hongroise qui depuis l'annexion

(7) 1923. Tome x. Cette revue contre-révolutionnaire est rédigée par M. J.-B. HESSEN qui appartient au parti c.-d. de Milioukov.

(8) A la séance de la Commission d'Enquête du 24 janvier, le président Alexéevsky pose à l'amiral Koltchak la question suivante qui retiendra, il faut l'espérer, l'attention de ceux qu'intéresse l'histoire de la guerre :

« D. — Savez-vous qu'il existait un accord conclu le 9 septembre 1914 entre la Russie, la France et l'Angleterre sur les conditions dans lesquelles chacun des Etats contractants pouvait — bien que le contraire soit affirmé dans les textes rendus publics — conclure une paix séparée ? A l'égard de la Russie la Révolution était cette condition.

« — KOLTCHAK. — Je l'entends pour la première fois.

« D. — Ne saviez-vous pas que le suppléant du ministre des Affaires Etrangères, Nératov, déroba avant le coup de force bolchévick divers documents du ministère ? Il était resté au ministère sous les deux premiers cabinets (du Gouvernement Provisoire)... Le document dont je vous parle, la Commission (des Affaires Etrangères ? — V.S.) ne l'a pas eu en mains, mais je sais d'une personne digne de confiance et familière avec les Affaires Etrangères que ce document existe. En ce qui concerne la France, la prise de Paris était la condition autorisant la paix séparée ; en ce qui concerne l'Angleterre une descente allemande ; chez nous, la révolution. »